



## Vietnam : de la libération nationale à un État vassal transpacifique (1975-2015)

Par [Prof. James Petras](#)

Mondialisation.ca, 31 octobre 2015

Région : [Asie](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#),  
[Économie](#), [Guerre USA OTAN](#), [Histoire](#),  
[société et culture](#)

*En 1975, le peuple du Vietnam a réussi à mettre un terme à l'une des guerres anticoloniales les plus longues et les plus sanglantes de l'histoire, en infligeant une défaite aux USA, la plus grande puissance impérialiste du monde, après 20 ans de lutte.*

*À peine 40 ans plus tard, le régime vietnamien a signé l'accord de Partenariat Transpacifique (TPP) dominé par les USA et le Japon, qui fait du Vietnam un État vassal.*

*Le Vietnam a bouclé la boucle : les dictateurs fantoches de cette ancienne néo-colonie, qui étaient soutenus par une armée d'occupation étasunienne composée de 500 000 soldats de 1955 à 1975, ont cédé la place aux dirigeants « communistes » actuels qui ont cédé leurs marchés, leurs industries, leurs ports, leurs ressources et leur main-d'œuvre aux 500 plus grandes multinationales occidentales et asiatiques.*

Moments historiques qui contrastent : 1975 et 2015

En 1975, le gouvernement révolutionnaire a fermé toutes les bases militaires et évincé tout le personnel militaire des USA. Aujourd'hui, le régime vassal du Vietnam autorise les visites de navires étasuniens et signe des accords militaires pour resserrer l'encerclement impérialiste imposé à la Chine.

En 1975, les chefs révolutionnaires ont promis de mettre fin à l'exploitation impérialiste de la main-d'œuvre dans les plantations et les usines. Aujourd'hui, les dirigeants vassaux proposent aux États impérialistes de la main-d'œuvre à bon marché, à des salaires équivalant à moins de la moitié de ce que reçoivent les travailleurs chinois, afin de charmer les multinationales.

En 1975, le gouvernement est intervenu en faveur des travailleurs, en prenant en charge les plantations et les usines. Aujourd'hui, l'État vassal réprime sauvagement les travailleurs en grève et interdit les syndicats provenant de la base.

En 1975, le gouvernement révolutionnaire a exprimé sa solidarité avec les luttes des travailleurs et des paysans partout dans le monde. Aujourd'hui, les vassaux expriment leur soutien inconditionnel à toutes les grandes organisations impérialistes, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à l'organisation responsable du Partenariat Trans-Pacifique.



Comment expliquer ce revirement total de politiques et d'allégeances? Comment est-on passé d'avant-garde révolutionnaire à vassal soumis aux puissances impérialistes? Quels sont les facteurs qui ont mené à la dégradation et au déclin du mouvement révolutionnaire de millions de personnes et à l'ascension d'une élite politique et socioéconomique corrompue et servile? Comment est-ce possible que cette contre-révolution se fasse sans soulèvement populaire de masse?

Étapes et circonstances de la dégradation du Vietnam

Le Vietnam libéré confronté à un siège militaire

Des événements et des forces internes et externes ont largement contribué à saper la promesse de transformation sociale annoncée par les révolutionnaires vietnamiens.

À commencer par la destruction de l'économie par les USA, le refus ultérieur de Washington de payer réparation et sa politique vindicative de boycottage et de sanctions après la guerre, qui ont forcé les Vietnamiens à s'atteler à des tâches monumentales avec des ressources financières limitées.

La guerre terrestre et aérienne livrée par les USA a détruit l'infrastructure et les entreprises productives du pays. Le napalm et la guerre chimique (agent orange) ont dévasté des villages et empoisonné les rizières, l'eau et le sol. Des millions de bombes à fragmentation ont mutilé des milliers de paysans.

Les USA ont soutenu secrètement les Khmers Rouges, le régime de terreur cambodgien, dans sa guerre contre le Vietnam libéré. Cette guerre a fragilisé encore plus l'économie dévastée du Vietnam, et les rares ressources destinées à la reconstruction d'après-guerre ont été détournées à des fins militaires.

La Chine a aussi déclenché une guerre frontalière au nord du Vietnam, augmentant ainsi les contraintes qui pesaient déjà sur les ressources appauvries de l'État vietnamien.

Une transition difficile

Pendant ses dix premières années au pouvoir, le gouvernement révolutionnaire vietnamien a fait de vaillants efforts pour passer d'une économie de guerre à une économie de paix.

Souffrant d'une pénurie de ressources, de main-d'œuvre qualifiée et de revenus et étant obligé d'assurer la protection de ses frontières, le gouvernement vietnamien a tenté de *socialiser* l'économie avec le peu de personnel dont il disposait et le soutien externe limité fourni par l'Union soviétique et ses alliés.

Le pouvoir était concentré, les militants politiques et les loyalistes ayant pris les commandes, sauf que la plupart manquaient d'expérience et de compétences en matière de développement économique. La reprise économique était assujettie aux priorités politiques et militaires, ce qui n'avait rien d'étonnant. C'est le monde politique qui dominait, les économistes orthodoxes dûment formés gardant un profil bas. Le choix était *les « rouges » avant les « experts »*.

Après des décennies de privation et de sacrifice, bien des cadres ont cherché et ont réussi à avoir accès aux maigres ressources. Une élite privilégiée est apparue, surtout au Vietnam du Sud, où l'occupation militaire des USA avait engendré une immense économie souterraine. De nombreux *intermédiaires* bien nantis ont alors joué un rôle de *courtiers* auprès des gens d'affaires chinois vivant à l'étranger, notamment à Hong Kong et ailleurs.

Les Vietnamiens ont défait le régime terroriste de Pol Pot à fort prix et ont soutenu un régime fantoche leur étant favorable.

En 1980, la Chine a amorcé sa transition vers le capitalisme et était nullement intéressée à aider le Vietnam ou à y investir pour accélérer la reconstruction socialiste. Au milieu des années 1980, avec l'ascension de Gorbatchev, la Russie a coupé son aide économique aux entreprises d'État vietnamiennes, a cessé de soutenir la planification socialiste et préconisait la *solution de marché*.

Des *alliés* de l'extérieur favorisant les ennemis à l'interne

En somme, les alliés de l'extérieur du Vietnam étaient engagés dans une direction qui favorisait les technocrates vietnamiens et les *rescapés capitalistes* de la période coloniale et néocoloniale.

Les *nouveaux riches*, dont ceux associés aux secteurs privilégiés par le régime révolutionnaire, ont tiré avantage de la *pénurie de flux de capitaux* et des années de privation et de sacrifice pour appeler à une *ouverture du marché* et à l'entrée du capital étranger. On a alors privatisé des entreprises publiques (appelées *coentreprises*) et proposé des *incitatifs* (des profits alléchants) aux fabricants, notamment ceux de Hong Kong, du Japon et de Taiwan.

Factions internes et victoire des technocrates capitalistes

À la fin des années 1980, quatre factions se livraient à une guerre d'influence au sein du Parti Communiste :

- 1) une faction révolutionnaire, dont faisaient partie certains chefs historiques de la lutte de libération;
- 2) une faction centriste ou réformiste, formée de représentants officiels privilégiés qui cherchaient à protéger et à promouvoir les entreprises d'État, une source d'enrichissement pour eux (cette faction favorisait un *partenariat* avec les capitaux privés étrangers, apparemment en complément au soi-disant *secteur socialiste*);
- 3) une faction composée de technocrates favorables à une conversion graduelle à une économie capitaliste privée, à l'exception de quelques *secteurs stratégiques* mal définis;
- 4) une faction regroupant des économistes ayant étudié en Occident où ils ont établi des contacts, qui favorisait et qui a réussi à obtenir la soumission aux institutions financières et capitalistes internationales. Cette faction a fait cause commune avec les technocrates et l'élite privilégiée corrompue du Parti et a fini par prendre les rênes du pouvoir au Vietnam.

#### L'alliance contre-révolutionnaire *contre nature*

Pendant la décennie qui a suivi, une alliance regroupant les partenaires commerciaux qu'étaient devenus les technocrates et les représentants officiels corrompus qui s'étaient enrichis (et leurs familles) d'une part, et les élites prérévolutionnaires d'autre part, a pris le contrôle de l'économie. Au milieu des années 1990, le Vietnam ne pouvait plus assurer un *contrepois* entre l'URSS et la Chine d'un côté, et les capitalistes occidentaux de l'autre. L'URSS avait cessé d'exister. La Russie était en proie au chaos. La Chine s'était lancée tête première à la poursuite de la croissance capitaliste à tout prix et par tous les moyens, notamment en privatisant les grandes entreprises et en dépossédant les travailleurs de tous leurs droits ouvriers et sociaux.

Les révolutionnaires vietnamiens ont été *mis à la retraite* ou relégués au musée de l'histoire, devenant ainsi des figures de proue respectées, mais sans pouvoir. On ne les ressortait que lors d'occasions spéciales *d'envergure nationale*.

Les *étatistes* (les PDG du Parti) ont mené un combat d'arrière-garde pour conserver leurs fiefs lucratifs qu'étaient les entreprises publiques, mais manquaient d'alliés stratégiques à l'étranger ou à l'intérieur du pays. Ils ont mis fin à la mobilisation de la classe ouvrière et ont accaparé les privilèges qu'amènent le pouvoir, la richesse et la corruption (à quelques exceptions notables près).

Au tournant du millénaire, les technocrates et les idéologues capitalistes ont pris les commandes des décisions économiques. Ils ont adhéré aux orientations politiques et économiques favorables à la *mondialisation* et à l'intégration du Vietnam à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ils ont cité la croissance rapide du Vietnam, en vantant les mérites d'une main-d'œuvre abondante et disciplinée à bon marché, tenue en laisse par un parti centralisateur. Les dirigeants du Parti Communiste réunissaient toutes les caractéristiques d'un régime autoritaire arrogant et brutal envers les travailleurs.

Le Parti est devenu un instrument de répression des grèves dans l'industrie, des protestations des paysans et du mécontentement populaire.

Bien des représentants officiels corrompus ont adhéré au *libre marché* pour légitimer leur appropriation des biens publics et le blanchiment de leurs gains illicites.

L'idéologie voulant que *s'enrichir, c'est bien* dominait aux échelons supérieurs et intermédiaires du Parti, qui n'était *communiste* que de nom.

Le parti-État a perdu sa légitimité tout comme son héritage révolutionnaire. Les anciens ennemis coloniaux, soit le Japon, les USA et leurs alliés, étaient avidement courtisés pour devenir les nouveaux *partenaires* et mentors de technocrates et économistes motivés à leur service.

Avec la signature de l'accord de Partenariat Trans-Pacifique (TPP), l'impérialisme étasunien a obtenu en un rien de temps dans des salles de conférence luxueuses le butin que vingt ans de guerre ne lui avaient pas permis de saisir. Ce butin, c'est un accès complet à tous les principaux secteurs économiques du Vietnam, une main-d'œuvre captive sans droits ni protection, et une élite dirigeante prête à servir de complice aux USA dans sa politique militariste d'encercllement de la Chine.

### Domination impérialiste sur invitation

La conquête politico-économique du Vietnam par les USA s'est faite sur invitation et avec la complicité du Parti Communiste vietnamien au pouvoir et non par la force des armes, pas plus que par un dirigeant fantoche ou un *généralissime* acheté et tenu en laisse.

Les principaux bénéficiaires de cette vassalité sont les collaborateurs, les intermédiaires, les importateurs, les exportateurs et les fournisseurs de main-d'œuvre vietnamiens, qui tirent des commissions licites et illicites de la liquidation des richesses du pays. En font partie une petite armée d'*opérateurs de services* intégrés à des jeunes entreprises de TI, les associés commerciaux sino-vietnamiens des exploitants d'ateliers clandestins de Hong Kong, les nouveaux diplômés universitaires devenus conseillers en affaires et les fonctionnaires qui *signent* des exemptions fiscales et qui inventent de toutes pièces une conformité aux lois relatives au travail et à la protection de l'environnement. Ce sont tous ces gens que la nouvelle *économie de marché* enrichit.

Plus les grandes sociétés des USA, du Japon et des Chinois vivant à l'étranger prendront le contrôle des secteurs de la fabrication, des banques et du commerce de gros et de détail au Vietnam, plus les petits commerçants locaux seront mis en faillite. Les entreprises d'État seront vendues ou fermées. Les petits agriculteurs et les paysans n'auront plus accès au crédit et du riz importé à bas prix inondera le marché et ruinera les riziculteurs locaux.

Les travailleurs et les paysans vietnamiens, jadis salués comme l'avant-garde de la lutte de libération, seront exploités sauvagement par le *partenariat communiste - capitaliste*. Ils comptent maintenant parmi les plus pauvres des pauvres.

### Conclusion

L'ascension d'une élite de collaborateurs pro-impérialistes au Vietnam n'était pas inévitable. Elle s'est faite plutôt graduellement, à mesure que l'environnement externe hostile a miné peu à peu la volonté et la capacité des dirigeants héroïques et historiques vietnamiens d'allier la reconstruction révolutionnaire aux institutions démocratiques populaires après la défaite des militaires étasuniens. Dans cette répétition de la politique de la terre brûlée de la Rome impériale, les USA se sont vengés de leur défaite humiliante en quittant un pays dévasté, en refusant de payer réparation et en imposant des sanctions économiques vindicatives sur le Vietnam et son peuple. La dissolution de l'URSS et la volte-face de la

Chine en faveur du capitalisme ont obligé le Vietnam à se tourner vers d'autres sources de financement externes.

À ces rudes conditions externes, de grandes difficultés intérieures ont compliqué la transition. Les chefs révolutionnaires du Vietnam, fins stratèges victorieux de la lutte politico-militaire, se sont avérés des stratèges économiques médiocres. Ils ont alors mis à la barre de l'économie l'élite commerciale prérévolutionnaire sino-vietnamienne liée aux entreprises familiales de Hong Kong, de Taiwan et de la Chine continentale.

La nouvelle génération postrévolutionnaire éduquée provenait en grande partie des familles privilégiées, notamment de Saigon. Elle a inexorablement adapté et imposé son idéologie néolibérale au régime.

L'alliance entre les représentants officiels étatistes répressifs et corrompus et les clans et les classes traditionnellement privilégiées a facilité l'arrivée au pouvoir de nouveaux technocrates postrévolutionnaires éduqués.

L'élite autoritaire du Parti a veillé à la déradicalisation des travailleurs et des paysans, à l'exclusion et à la répression des militants de gauche, et à l'adoption sans contraintes de politiques économiques néolibérales pro-impérialistes.

L'expérience du Vietnam nous amène à tirer plusieurs leçons historiques importantes :

La première leçon est l'importance de démocratiser et de socialiser la production, la distribution et la culture après la libération nationale comme garantie contre la prise du pouvoir postrévolutionnaire par le Parti et les dirigeants militaires et pour limiter l'ascension des classes traditionnellement privilégiées.

Deuxièmement, les classes éduquées doivent défendre les intérêts des masses révolutionnaires et l'admission dans les établissements d'enseignement supérieur devrait favoriser les fils et les filles de la classe ouvrière plutôt que les enfants de l'élite dépendante traditionnelle.

Les étudiants universitaires devraient être intégrés à des organisations ouvrières démocratiques afin d'élargir et d'approfondir leurs liens avec l'héritage révolutionnaire passé et présent.

Les ressources publiques devraient être consacrées aux programmes économiques et sociaux qui améliorent la vie des travailleurs salariés et des producteurs locaux. La présence d'investisseurs privés, locaux et étrangers, devrait être rigoureusement contrôlée en vertu d'ententes assorties d'une échéance.

L'administration et les prises de décisions des entreprises coopératives, autogérées et locales devraient être décentralisées.

L'éducation politique devrait être fondée sur des principes d'éthique égalitariste. Il faudrait mettre sur pied des comités disciplinaires anti-corruption élus par des travailleurs, des paysans, des employés, des comptables, des consommateurs et des environnementalistes dans l'ensemble de l'économie.

Les dépenses publiques liées à la consommation collective et privée devraient être contrebalancées par une plus grande importance donnée au transport, à la santé, à

l'éducation et aux équipements de loisirs *publics*.

La solidarité et le soutien aux luttes de libération en cours partout dans le monde devraient être la norme. La pratique sociale dans la vie de tous les jours devrait être combinée à l'apprentissage individuel et collectif de sujets de nature technique, historique, sociale et littéraire, qui enrichissent et approfondissent la compréhension des racines révolutionnaires de la société contemporaine.

L'État devrait combattre la tendance qu'ont les groupes ethniques locaux organisés de servir d'agents loyaux envers des régimes étrangers. Il devrait distribuer des récompenses matérielles et symboliques et souligner les réalisations remarquables de toute une vie. Ceux qui s'adonnent à des activités économiques et sociales illicites, notamment celles liées au népotisme et à l'enrichissement de parents ou d'un clan, devraient être marginalisés et punis.

La défaite subie après la libération et la perte des acquis révolutionnaires n'étaient pas inévitables. Les leçons négatives devraient être examinées et servir de lignes directrices aux révolutions à venir. Il y a des motifs de croire que l'héritage révolutionnaire vietnamien n'est pas enterré. Les pères de la révolution à *la retraite* peuvent et vont transmettre leur vision et leur expérience de la lutte des classes à leurs petits enfants, qui ne manqueront pas de souffrir de l'exploitation sauvage, de la spoliation et de la dénationalisation à la suite de l'entrée du Vietnam dans le Partenariat Trans-Pacifique impérialiste.

Les dirigeants que le PTP enrichira subiront la colère et la révolte des masses vietnamiennes qui sont destinées à payer à fort prix la capitulation de leurs dirigeants.

Les dirigeants du Vietnam ont adopté la politique militariste musclée des USA et du Japon contre la Chine. Cette trahison de la lutte du peuple aura des conséquences négatives à long terme.

Le cours des événements à l'extérieur et à l'intérieur du pays va de nouveau converger, en espérant qu'il mènera cette fois à une nouvelle étape du changement révolutionnaire.

James Petras

Article original en anglais :



[Vietnam: From National Libération to Trans-Pacific Vassal \(1975-2015\)](#), publié le 18 octobre 2015

*Traduit par Daniel pour Mondialisation.ca*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Prof. James Petras](#), Mondialisation.ca, 2015

---

Articles Par : [Prof. James Petras](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)